

Colruyt : les jeunes agriculteurs emboîtent le pas à la FUGEA

Depuis plusieurs mois, la FUGEA se mobilise pour dénoncer la politique d'accaparement de terres agricoles menée par Colruyt. La dernière action, fin décembre 2022, nous a amené à bloquer le centre logistique du groupe à Ollignies. Aujourd'hui, ce sont les jeunes agriculteurs (FJA) qui rentrent dans la danse en manifestant sur le même site. La FUGEA est ravie qu'un autre syndicat se mobilise contre Colruyt Group et se rallie à leurs revendications. Des jeunes de la FUGEA participeront ainsi à la colonne de tracteurs. Ci-dessous, nous rappelons les arguments étayés dans nos précédents communiqués de presse.

Pour rappel, Colruyt a déjà acquis plus de 175 ha de terres agricoles et refuse de les louer sous le régime du bail à ferme, se contentant de contrats annuels opaques.

Pourtant, le bail à ferme garantit plusieurs besoins élémentaires du secteur :

- La possibilité de se projeter sur plusieurs années (sans quoi il est impossible d'adopter des pratiques durables : élevage à l'herbe, agroforesterie, autonomie fourragère, agriculture de conservation des sols, etc.) ;
- La sécurité financière (afin de pouvoir amortir les investissements) ;
- La liberté de culture ;
- La liberté de commercialisation.

Notre syndicat exige que les partenariats souhaités par Colruyt soient construits dans le respect de la loi sur le bail à ferme. Nous ne tolérons pas la mise en place de formes d'intégration verticale qui feraient des agriculteurs et des agricultrices de faux-indépendants.

Vincent Delobel (membre du CA de la FUGEA) rappelle les enjeux : « *Il n'y aura pas de paix sociale dans les campagnes sans bail à ferme. Il n'y a pas de place pour la féodalité dans le plan de secteur. Le bail à ferme est notre rempart historique et légal face aux relations de pouvoir déséquilibrées.* ».

La FUGEA demande que Colruyt révise sa politique d'achat de terres qui participe à la montée des prix du foncier agricole, louent les terres déjà acquises à travers le bail à ferme et, finalement, que l'enseigne de grande distribution (ou toute société connexe) sorte du statut d'agriculteur d'actif. **À l'heure où l'enveloppe de la PAC est revue à la baisse, il est insensé qu'un acteur comme Colruyt perçoive des aides au revenu agricole.**

Philippe Duvivier, Président de la FUGEA

Contacts

- **Philippe Duvivier** – Président : 0491 56 33 86
- **Hugues Falys** – Porte-parole : 0497 61 64 14

